

Commission Communale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées de Riom

Rapport annuel n° 5 2015

Sommaire :

1. Données générales
2. Voiries et espaces publics
3. Services de transports collectifs et intermodalité
4. Cadre bâti – Etablissement recevant du public
5. Logement
6. Sensibilisation

Annexes : tableaux de suivi

1 Données générales

1.1. Informations administratives de la Commune

Commune de Riom : 23 rue de l'Hôtel de Ville, BP 5020, 63201 RIOM.
Site internet : www.ville-riom.fr

Populations légales 2012 de la commune de Riom

Population municipale	Population comptée à part¹	Population totale
18 484	703	19 187

Source : Recensement de la population 2012 - Limites territoriales au 1^{er} janvier 2015

Riom est une Commune de Riom Communauté :
Riom Communauté : 5 mail Jost Pasquier, 63200 RIOM.
Site internet : www.riom-communauté.fr

1.2. Informations administratives de la CCAPH

Création

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 a posé le principe de l'accessibilité de la société à toute personne, quel que soit son type de handicap qu'il soit physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique.

¹ Au sens de l'INSEE, la population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune, notamment : les mineurs scolarisés en internat, pensionnaires de services de santé ou de longs séjours situés en dehors de la commune, communautés religieuses, communautés militaires, étudiants de moins de 25 ans sur une autre commune, sans domicile fixe rattachés à la commune au sens de la loi du 3 janvier 1969 et non recensés dans la commune (cf. décret n°2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population).

Cette même loi a rendu obligatoire la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de transport ou d'aménagement du territoire.

En conséquence, Riom Communauté a acté la création d'une telle commission en séance du conseil communautaire du 22 mars 2007 dans le cadre de sa compétence « transport » et « aménagement du territoire » pour la mise en œuvre d'un schéma directeur d'accessibilité des services de transport et un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements publics communautaires.

La loi n°2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures est venue modifier l'article L.2143-3 du Code général des collectivités territoriales afin de rendre obligatoire la création d'une Commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapées.

Par délibération du 26 mars 2010, le Conseil Municipal de Riom a décidé la création d'une Commission pour l'accessibilité des personnes handicapées dans la commune.

Composition

Par arrêté du 3 avril 2015, le Maire de Riom a arrêté la composition suivante :

- le Maire, Président
- au titre des représentants de la Commune de Riom :
 - Monsieur Jacque DIOGON, adjoint à la vie des quartiers et relations avec les habitants,
 - Madame Michèle GRENET, conseillère municipale déléguée auprès de l'ajointe à la Politique de solidarité et d'action sociale,
 - Monsieur Yannick BONNET, conseiller municipal,
 - Madame Sandrine MARTIN, conseillère municipale,
 - Madame Chantal RAMBAUX, conseillère municipale,
 - Madame Agnès MOLLON, conseillère municipale,
- au titre des associations représentant les personnes handicapées :
 - Association Ecole de chiens guides Centre Alienor,
 - Adapei 63, section de Riom,
 - Association des Malades et handicapés (AMH),
 - Union Régionale Association Parents Enfants Déficients Auditifs (URAPEDA),
 - Association des Paralysés de France Délégation Départementale du Puy de Dôme, Foyer Andalthone
- au titre des associations d'usagers :
 - UFC Que Choisir,
 - Consommation Logement Cadre de Vie, (CLCV),
- au titre des acteurs économiques :
 - Associations des commerçants du centre ville de Riom

Pour tout sujet évoqué, nécessitant des connaissances dans des domaines précis, Monsieur le Maire peut inviter toute personne en capacité de fournir des éléments susceptibles d'aider la commission dans ses travaux, à titre consultatif.

Rôle

Dans le cadre défini par la loi et par la délibération du 26 mai 2010, la CCAPH est un organe de consultation.

Il lui appartient de constater l'existant, rendre compte de l'avancement de la mise en accessibilité, faire des propositions ou suggestions pour l'avenir.

Pour ce faire, elle doit :

- dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie et des espaces publics sur le territoire de la Commune, et relevant de la compétence de la Commune,
- établir un rapport annuel qui sera présenté en conseil municipal et transmis au Préfet de département, au président du conseil général, au conseil départemental consultatif des personnes handicapées, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés,
- faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant sur le territoire communal,
- tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées,
- organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées sur le territoire de la Commune. La commission intercommunale n'a pas pris cette compétence.

Soutien administratif et technique de la CCAPH

Les services municipaux assurent le soutien administratif, technique et financier nécessaire au fonctionnement de la CCAPH. Pour ce faire, ils préparent les travaux de la commission et assurent sa correspondance.

Le secrétariat de la commission est assuré par Madame Annick Delahaie, Responsable de l'Administration et des achats à la Direction des Services Techniques et de l'Aménagement Urbain, et la coordination par Monsieur Tixier, adjoint à la directrice des services techniques et de l'aménagement urbain.

Toutes les correspondances sont à adresser à Monsieur le Maire, 23 rue de l'Hôtel de ville, BP 50020, 63201 Riom.

Réunions de la CCAPH

La CCAPH est un organe collégial, appelé à se prononcer sur les sujets relevant de sa compétence, son président ayant voix prépondérante. Seuls les membres permanents ont voix délibérative. Les invités et experts ont voix consultative.

Conformément aux textes, les Commissions communale de Riom et intercommunale de Riom Communauté s'assurent d'un fonctionnement concerté.

Ainsi, il est proposé que lorsque les programmes et niveaux d'avancement des travaux des deux commissions seront équivalents, les deux commissions procèderaient, dans la mesure du possible, par réunions conjointes.

Dans l'attente, le Président de la Commission intercommunale, Monsieur Pierre Pécol, et la coordinatrice de la commission intercommunale, Madame Valérie Ceysat, sont invités aux réunions de la commission communale.

Depuis sa création, la CCAPH de Riom s'est réunie à huit reprises : le 27 septembre 2010, le 21 octobre 2010, le 7 février 2011, le 3 novembre 2011, le 7 mars 2012, le 15 mars 2013, le 3 mars 2014 et le 6 mai 2015.

Les précédents rapports de la CCAPH de Riom ont été présentés en Conseil municipal et ont fait l'objet de la diffusion prévue par les textes.

Ils sont disponibles sur le site internet de la ville, onglet « Social/santé/handicap », rubrique « Commission d'accessibilité ».

2 Voiries et espaces publics

2.1. Etat d'avancement – Documents d'accessibilité

Voiries et espaces publics d'intérêt communautaire

La Commission a été informée que Riom Communauté a réalisé, en 2008 et 2009, les diagnostics relatifs à l'accessibilité de la zone artisanale des portes de Riom, du pôle d'échange intermodal et de la place Eugène Rouher.

A partir de ce diagnostic, la méthodologie de mise en accessibilité est intégrée aux autres espaces communautaires à chaque série de travaux.

Voiries et espaces publics communaux

A compter du 1^{er} juillet 2007, les projets d'aménagements réalisés sur les voiries et espaces publics communaux et modifiant la structure des voies ou leur assiette, ont fait l'objet d'un volet « mise en accessibilité ».

La création de la Commission n'a pas changé cet objectif. Il fera partie intégrante du plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE), lequel sera adopté en conseil municipal.

A cette fin la Commission a approuvé un procédé en trois temps :

- Constat,
- Priorisation des travaux dans le cadre d'un programme pluriannuel d'investissement,
- Synthétisation dans le PAVE, en intégrant également les alternatives aux travaux (options réglementaires, dérogations si nécessaires) et les délais de réalisation.

Constat

2010 :

Un constat global de l'existant a été réalisé en partenariat entre les membres de la Commission et l'équipe technique de la Commune. L'objectif n'a pas été de réaliser un diagnostic exhaustif quantitatif mais de procéder à un relevé des anomalies types (à l'aide d'un tableau de recueil des données), sur un circuit déterminé (de la gare à la Sécurité Sociale, boulevard de la République, en passant par l'avenue Virlogeux, la rue du Marthuret, la rue du Commerce, la rue Saint Amable) et d'extrapoler ces données sur l'ensemble du territoire communal.

Lors de ce relevé, la commission a observé les éléments suivants : le cheminement, les traversées de chaussées, les feux tricolores, les escaliers, le mobilier, le stationnement, les quais bus...

Elle a retenu les critères suivants :

- Les normes définies réglementairement ;
- Les difficultés concrètes rencontrées par les participants représentant des personnes handicapées, en fonction de leur type de handicap, de leur âge et de leur équipement.

L'empirisme de cette méthode a permis également d'assurer une sensibilisation des divers membres de la Commission ainsi que des Riomois et usagers du domaine public rencontrés durant ce parcours, sur les déplacements quotidiens des personnes en situation de handicap.

2011 :

Conformément à la demande de la Commission, un recensement des places de stationnement réservé à été effectué.

Règlementairement, le stationnement réservé doit représenter 2% de l'ensemble des emplacements matérialisés sur le domaine public de chaque zone de stationnement (arrondi à l'unité supérieure).

Le constat effectué sur Riom permet de conclure que la ville remplit cet objectif. Cf Tableau ci-après.

Les places réservées sont situées sur tout le territoire communal : cf. annexe 4.

Zones de stationnement	Nombre total de places	Places réservées à Riom		
		Nombre	2% obligatoire (équivalent en nb)	% à Riom
Zone horodatée rouge	88	5	2	5,7
Zone horodatée orange	519	18	11	3,5
Zone horodatée verte	268	7	6	2,6
Total en zone horodatée	875	30	18	3,4
Zone non horodatée	1000 (environ)	72 (environ)	20	7,2
Total (tout stationnement)	1875	102	38	5,4

La Commune remplit donc ses obligations en matière de stationnement, par zone.

S'agissant des places affectées afin de desservir les ERP, elles doivent représenter 2% des places de stationnement des ERP (arrondi à l'unité supérieure).

S'agissant de projet d'aménagement comportant plus de 500 places de stationnement, pour lesquels le nombre de places réservées est fixé par arrêté municipal (au minimum 10), il n'en existe pas sur Riom.

Ces points pourront faire l'objet de prescriptions dans le PAVE. La Commission entend bien que la gestion des places réservées doit reposer sur une réflexion globale du domaine public intégrée dans les divers instruments prévus à cet effet (PAVE, Plan de déplacement urbain) ; les considérations individuelles ne sont pas prioritaires.

S'agissant plus spécifiquement des zones horodatées, un constat a été également réalisé, les années précédentes sur la mise en accessibilité des parcmètres (au nombre de 44) et des places réservées.

Sur ce point, le constat permettait de relever que des améliorations devaient être apportées tant sur le type d'horodateurs que sur l'accessibilité d'un certain nombre de places.

La loi n°2015-300 du 18 mars 2015 visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement modifie l'article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles : « La carte de stationnement pour personnes handicapées permet à son titulaire ou à la tierce personne l'accompagnant d'utiliser, à titre gratuit et sans limitation de la durée de stationnement, toutes les places de stationnement ouvertes au public. » ; cette loi entrant en vigueur 2 mois après sa promulgation soit le 19 mai 2015.

Cependant, lors des opérations de renouvellement des horodateurs, une analyse globale de leur positionnement et de leur mise en accessibilité sera effectuée afin d'en favoriser l'usage pour tous.

Le PAVE pourra donc prévoir une optimisation des places de stationnement réservé sur l'espace public communal, en fonction des points précédemment évoqués et définir les modalités de leur mise en accessibilité ;

2012 :

L'observation des usages de la voirie (recensement des circuits et des problématiques) se poursuit afin de préparer l'élaboration du PAVE.

Priorisation des travaux dans le cadre d'un programme pluriannuel d'investissement

Dès 2010, dans le cadre d'une enveloppe budgétaire de 50 000 euros annuels, la Commission a proposé la priorisation des travaux de mise en accessibilité suivante :

- Le rétablissement de rappels piétons clignotants aux feux les plus difficiles et l'aménagement d'un temps de traversée plus long pour les piétons à certains feux ;
- Le rafraichissement des peintures au sol ;
- L'installation systématique de rampes dans les escaliers publics ;
- L'installation de mobilier de repos sur les cheminements les plus longs ;
- La réalisation de surbaissés de trottoirs et la pose de bande d'éveil de vigilance.

2013-2014 :

Le travail sur l'élaboration du PAVE s'est poursuivi. La phase diagnostic est quasiment terminée.

Un état des lieux de ce travail a été soumis pour avis à la Commission lors de sa réunion du 3 mars 2014.

Celui-ci comprend notamment :

- Le relevé des enjeux ;
- La sectorisation du territoire communal ;
- Le recensement des espaces naturels ;
- Les circuits du patrimoine ;
- Le relevé du stationnement réservé ;
- La localisation des ERP publics ;
- Le plan de cheminement cyclable ;
- Le plan de cheminements piétons prioritaires ;
- Le plan des circuits et arrêts de bus.

Cette première étape doit intégrer les remarques présentées par la Commission afin de définir les priorisations (circuits, travaux).

2.2. *Eléments de suivi et difficultés rencontrées*

Pour rappel, dans l'attente du PAVE et en accord avec la Commission d'accessibilité, le principe d'opérer des travaux de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics lors des gros travaux d'aménagement, décidé dès 2007, est poursuivi.

De plus, le programme pluriannuel d'investissement de la Commune prévoit, chaque année, une enveloppe de 50 000 euros à consacrer aux aménagements de surface des voiries et espaces publics.

Travaux réalisés en 2010 par la Commune

Programme des réaménagements complets de rues, incluant leur accessibilité : rues Saint Louis et Vermeuzouze.

Programme de mise en accessibilité des aménagements de surface dans le cadre d'une enveloppe de 50 000 euros :

- Réalisation d'un arrêt de bus, boulevard de la République, pour un montant de 7 849,95 TTC.
- Début du programme de réalisation des surbaissés de trottoirs avec priorité dans les quartiers hébergeant les groupes scolaires.

Travaux réalisés en 2011 par la Commune

Programme des réaménagements complets de rues, incluant leur mise en accessibilité : avenue du Commandant Madeline (qui a comporté le réaménagement global de la rue, réseaux inclus, pour un montant d'environ 1 million d'euros). Cette rue comporte désormais 3 quais bus accessibles.

Dans le cadre de la ligne budgétaire dédiée aux travaux de mise en accessibilité des aménagements de surface, 53 108 euros ont été dépensés :

- Poursuite du programme consacré aux surbaissés de trottoirs.
Au total, sur 2010-2011, ce programme a vu la réalisation de 80 surbaissés, permettant l'accessibilité à 4 des 5 groupes scolaires, à la crèche collective, à la place José Moron, au gymnase Régis Chabert, au lycée Marie-Laurencin ainsi que le faubourg de la Bade et avenue du Stade (sur 2011-2012), avant cession de cette rue (départementale) à la Commune.
- Poursuite du programme de mise en accessibilité des quais bus : trois ont été réalisés (outre ceux avenue du Commandant Madeline).
- Lancement du programme de pose de bandes d'éveil à la vigilance. Le boulevard périphérique au centre ville en est équipé sur sa quasi-totalité.
- Le programme de rafraîchissement des peintures au sol : près de 50 % des signalisations horizontales ont été refaites, en partenariat avec des membres de la Commission. Ce programme se poursuit en 2012.

Le réaménagement de traversées piétonnes avec feux n'a pu avoir lieu en 2011 pour des raisons réglementaires, administratives et techniques. Ce point fait l'objet d'un travail avec la Commission en 2012.

La mise en accessibilité des escaliers n'a pas encore débuté. D'après le recensement réalisé, il en existe une vingtaine à mettre en accessibilité. Ceux qui sont associés à des espaces publics feront l'objet d'une mise en accessibilité en coordination avec l'aménagement de l'espace associé, dans le cadre du programme pluriannuel de gros travaux. Le PAVE pourra s'en faire l'écho.

Ce point fait l'objet d'un travail avec la Commission en 2012.

Travaux réalisés en 2012 par la Commune

Programme des réaménagements complets de rues, incluant leur mise en accessibilité : rue Faubourg de Layat pour un montant de 394 593 euros au compte administratif de la Commune, avec surbaissés, Bandes d'éveil de vigilance, trottoir accessible, bancs..., résultat auquel il faut rajouter les travaux de grosses réparations de la voirie, qui visent non seulement à l'entretien de la voirie mais aussi à améliorer son usage (268 076 euros).

Dans le cadre de la ligne budgétaire dédiée aux travaux de mise en accessibilité des aménagements de surface, les programmes déjà engagés se sont poursuivis :

- Poursuite du programme consacré aux surbaissés de trottoirs.

Environ 25 surbaissés de trottoir ont été réalisés (Arc de Triomphe, rues des Dagneaux, Martres de Madargues, de la Marthurette, avenue du Stade et place Félix Bromont)

- Poursuite du programme de mise en accessibilité des quais bus : deux ont été réalisés (boulevard de la République par la Ville et rue A. Cornet par Riom Communauté)
- Poursuite du programme de pose de bandes d'éveil à la vigilance.
Environ 300 Bandes d'éveil de vigilance soit 100 surbaissés de trottoir ont été réalisées, notamment avenue du Stade, à proximité des cinq groupes scolaires, Jean Monnet, ... le tout en régie municipale.
- Le programme de rafraîchissement des peintures au sol dans le cadre de l'entretien annuel

En outre, le réaménagement de traversées piétonnes a pu être lancé et opéré. Ainsi, trois carrefours à feux sonores ont été équipés en totalité (Vivier, Châtel/Colombier Lanore et RD 2029/E Zola) soit 22 figurines piétonnes équipées sonores.

De plus les travaux suivants ont été réalisés :

- o Suppression des marches rue Gomot (totalité de la rue) ;
- o Création de trottoirs accessibles route d'Ennezat au droit des maisons du golf et rue du Moulin d'eau au droit du commissaire priseur ;
- o Aménagement d'un square à proximité du lycée Marie Laurencin (pose de nombreux bancs et de surbaissés) ;
- o Aménagement du stationnement réservé et de l'accès à la place José Moron.

Enfin, la ville s'est lancée dans l'aménagement de la totalité du centre ville en une zone de rencontre. Il s'agit d'un espace où la vitesse des véhicules est très réduite à 20 km/h et où la voirie est partagée avec les piétons et cyclistes (lesquels sont prioritaires et ont droit de prendre les sens interdits) avec l'objectif d'une circulation apaisée. Cette décision se veut une réponse réglementaire à la question du cheminement en centre ancien puisque le cheminement est rendu accessible dans la mesure où les personnes à mobilité réduite (PMR) peuvent circuler légalement sur les chaussées. En effet, 9.2 km de rues sont intégrées dans cette zone de rencontre qui est la plus vaste de France. Les aménagements ont été réalisés en régie. La zone de rencontre devient effective au 1^{er} janvier 2013 et débute par une phase de sensibilisation.

Cf. Annexe 1

Travaux réalisés en 2013 par la Commune

Programme des réaménagements complets de rues, incluant leur mise en accessibilité : rue et impasse Malouet pour 448 358 euros au compte administratif, rue de Toulon pour 200 000 euros y compris deux quais bus, rue de l'Intendance d'Auvergne pour 55 000 euros, rue et impasse du Couriat pour 300 000 euros.

Programmes spécifiques de mise en accessibilité des aménagements de surface :

- Poursuite du programme consacré aux surbaissés de trottoirs. Notamment équipement des trottoirs de la route de Marsat pour 24 000 euros.
- Poursuite du programme de mise en accessibilité des quais bus : Champ d'Ojardias pour 16 000 euros, route de Marsat pour 32 000 euros (4 quais), avenue de la Libération (35 000 euros), rue de Toulon, avenue de Clermont (lycée Virlogeux).
- Poursuite du programme de pose de bandes d'éveil à la vigilance.
Non dénombré eu égard au nombre élevé d'aménagements effectués cette année.

- Le programme de rafraîchissement des peintures au sol dans le cadre de l'entretien annuel.
- Le programme d'équipement des carrefours et traversées à feux sonores. 48 feux ont été équipés.
- Le programme d'installation de mobiliers de repos sur les cheminements piétons.
En accompagnement des aménagements conséquents du mobilier urbain a été installé pour un montant de 100 000 euros (bancs, bornes PMR) sur les cheminements piétons, placettes.
- Un refuge piéton a été aménagé rue Chapsal pour 5 000 euros

Dans le cadre de la continuité des cheminements, des trottoirs ont été repris et aménagés :

- Contre allée du boulevard Michel de l'Hospital pour 2 000 euros,
- Trottoirs du faubourg de la Bade : 21 000 euros,
- Trottoirs du boulevard de la République dans le cadre de la liaison Gare-CPAM : 32 000 euros,
- Trottoirs du faubourg de Bardou : 10 000 euros,
- Aménagement d'une placette à l'arrière de l'église du Marthuret : 17 000 euros,
- Réfection des pavages du centre-ville (joints creusés ou pavés déchaussés) : 82 000 euros.

A signaler également des travaux d'envergure au cimetière paysager pour 215 000 € comprenant un volet accessibilité : reprise des allées au secteur 2 et extension du site cinéraire. L'accès au nouveau columbarium et au futur champ d'urne a intégré la question de l'accessibilité universelle malgré la pente.

Enfin des travaux de voirie destinés à l'accessibilité d'ERP ont été réalisés au droit de :

- Locaux municipaux affectés à l'Association de l'Agglomération Riomaise pour la Jeunesse (AARJ), à la Varenne (ancien lycée Gilbert Romme) : 25 000 euros.
- Locaux du Conseil Général : accès au collège Pierre Mendès France : 16 000 euros.
- Locaux du Conseil Régional : parvis du lycée Virlogeux (y compris un quai bus) pour 50 000 €.

Les travaux de voirie et d'aménagement urbain constituent les principaux domaines d'investissement au compte administratif 2013 pour 3,144 millions d'euros. Cet effort conséquent s'explique par la réorientation de crédits en cours d'année : prévus initialement pour les monuments historiques, ces montants ont été transférés à la voirie, en plus de ceux prévus, en raison de l'indisponibilité de l'architecte en chef des monuments historiques.

Il est également à noter qu'outre les équipements des cheminements piétons, la Commune a lancé son programme de renouvellement des horodateurs, tel qu'étudié avec la Commission en 2011, lors du constat réalisé sur le stationnement réservé. Des achats d'horodateurs ont été réalisés pour 43 693 euros TTC.

Travaux réalisés en 2014 par la Commune

Programme des réaménagements complets de rues, incluant leur mise en accessibilité :

Rue et impasse Albert Evaux pour 420 390 € TTC au compte administratif, rue Pierre de Nolhac pour 223 250 € TTC, rue des Lilas pour 41 602 € TTC et chemin des Vignerons (Accès à l'AFU de Ronchalon) pour 67 725 € TTC.

Programmes spécifiques de mise en accessibilité des aménagements de surface :

- Poursuite du programme de mise en accessibilité des quais bus : Avenue de Châtel Guyon pour 23 932 € TTC et rue du 19 Mars pour 13 701 € TTC,
- Poursuite du programme de pose de bandes d'éveil à la vigilance : Avenue de Châtel Guyon, route de Marsat et bd de la République,

- Le programme de rafraîchissement des peintures au sol dans le cadre de l'entretien annuel avec en particulier le renforcement de la signalisation de la zone de rencontre par la mise en œuvre au sol de stickers pour 2 282 € TTC,
- Le programme d'équipement des carrefours et traversées à feux sonores. 75 feux ont été équipés. **Suite à ces travaux, l'ensemble des figurines piétons sont sonores,**
- Le programme d'installation de mobiliers de repos sur les cheminements piétons. En accompagnement des aménagements conséquents, du mobilier urbain a été installé (bancs, bornes PMR) sur les cheminements piétons, placettes. En particulier 40 bancs ont été installés au parc de Cerey pour 5 369 € TTC.

Dans le cadre de la continuité des cheminements, des trottoirs ont été repris et aménagés :

- Plateaux surélevés rue du Moulin d'eau pour 53 147 € TTC,
- Cheminement stabilisé sur le butte du Couriat pour 6 077 € TTC,
- Cheminement stabilisé au parc du Cerey pour environ 1 500 € TTC,
- Trottoirs du faubourg de la Bade entre la rue Valmy et la Rue A. Arnaud pour 17 225 € TTC,
- Mise en conformité du stationnement réservé sur le parking du pré monsieur intégrant l'accessibilité au cheminement piéton pour environ 2 000 € TTC.

3 Services de transports collectifs et intermodalité

Ce domaine relève des compétences transférées à Riom Communauté.

La Commission a été informée que Riom Communauté a réalisé, en 2008 et 2009, les diagnostics relatifs à l'accessibilité du Pôle d'Echange Intermodal (parking et parvis).

Riom Communauté a élaboré le Schéma directeur d'accessibilité des transports (SDAT) en 2009. Le constat ainsi établi a permis d'intégrer les modifications nécessaires dans le nouveau cahier des charges du marché de transport à compter de l'été 2010 (le premier marché de transport urbain arrivant à échéance au 30 juin 2010).

A la lumière de ces éléments, la version définitive du SDAT peut être rédigée.

Outre leur réalisation complète lorsqu'ils sont en voirie communautaire, Riom Communauté prend en charge la mise en accessibilité des points d'arrêts (hors abri bus) par fonds de concours à hauteur de 50% lorsqu'ils sont implantés en voirie communale.

2013

Depuis 2010 et le renouvellement du marché, le réseau de transport inclut un transport à la demande et un service PMR, service de « porte à porte » réservé aux personnes à mobilité réduite. Il est connecté aux lignes urbaines et péri-urbaines. (voir site internet de Riom Communauté)

En 2013 Riom Communauté a produit son schéma directeur d'accessibilité des transports en commun 2012-2015 dans sa version définitive. Il a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 7 février 2013.

Ce document comporte notamment un état de l'accessibilité des quais bus. 17 étaient considérés comme accessibles sur le territoire communal de Riom au 31 décembre 2012 sur 92 arrêts recensés.

2014

Dans le cadre de la requalification de la rue de l'Ambène réalisée par Riom Communauté, 2 quais bus ont été aménagés PMR. Deux autres quais bus ont été aménagés sur le territoire de la commune de Riom, avenue de Châtel Guyon et rue du 19 Mars.

A la fin 2014, 42 quais bus sont accessibles sur l'ensemble du réseau de transport communautaire (209 points d'arrêt).

Par ailleurs, une étude est en cours pour la redéfinition du futur réseau. Afin de la mener à son terme le marché de transport urbain de voyageurs est prolongé d'un an (fin du marché le 30 juin 2017)

4 Cadre bâti – Etablissement recevant du public

4.1. Etat d'avancement – Documents d'accessibilité

2010

La Commune a décidé la réalisation du diagnostic accessibilité par un cabinet extérieur. La Commission d'accessibilité a participé à l'élaboration du cahier des charges pour le choix du prestataire.

Le marché a été attribué au Cabinet NERIOS pour un montant de 13.612 euros.

Le cabinet est composé d'une équipe mixte, la moitié étant des porteurs de handicaps, tout type de handicap.

2011

Le diagnostic a été réalisé sur une quarantaine de bâtiments communaux, soit l'ensemble des ERP communaux, y compris ceux de 5^{ème} catégorie (essentiellement les groupes scolaires). Le diagnostic a porté sur les 216 points prévus par la réglementation et a aussi pris en compte le fonctionnement réel du service, son usage, son rendu.

Au final, le diagnostic se présente sous forme d'un dossier technique récapitulatif par bâtiment, avec renvoi plus précis à une fiche par problématique identifiée (photographie de la carence, propositions schématisées, budget, précision du fondement réglementaire).

Les préconisations recouvrent tout le panel des possibilités à envisager : la réalisation de travaux, l'achat d'équipements, la formation des personnels d'accueil, une réorganisation des services, la communication.

Le chiffrage s'effectue sur la base de prix vérifiés, de prix spécifiques à NERIOS et sous la supervision d'un économiste.

Usage des bâtiments	Montant des travaux en euros (chiffage HT pour réalisation en entreprise)	Principaux pôles de travaux (en %) selon les handicaps	Remarques
Culturel et associatif	330 891	Moteur 52 Auditif 32	La salle Dumoulin est exclue car les travaux sont en cours
Administratif	58 762	Moteur 35 Visuel 32	Hôtel de ville et mairie annexe. L'hôtel de ville est un monument historique. Il est proposé d'adapter le service.
Sportif	319 138	Moteur 62 Visuel 25	
Culte	13 415	Visuel 45 Moteur 35	Eglises du Marthuret et Saint Amable. L'installation de boucles magnétiques est à la charge de la commune si la sono lui appartient.
Scolaire	302 404	Moteur 51 Visuel 33	Comprend 4 groupes scolaires dont M Genest et le centre de loisirs de Loubeyrat. Le Groupe scolaire Jean Moulin est exclu car il doit fermer. A lui seul il impliquait 230 000 euros de travaux.
Divers	145 918	Moteur 43 Visuel 32	Il n'est pas proposé de créer un ascenseur à la tour de l'horloge
Ensemble des bâtiments	1 170 528	Moteur 53 Visuel 30	

4.2. Eléments de suivi et difficultés rencontrées

2010

La Commission ne dispose pas d'informations sur le nombre et l'état d'avancement de la mise en accessibilité des établissements recevant du public, qu'ils soient publics ou privés, situés sur le territoire de la Commune, en dehors des informations communiquées par Riom Communauté.

La Commission a été informée que Riom Communauté a réalisé les diagnostics relatifs à l'accessibilité de plusieurs équipements communautaires en 2008 et 2009 dont certains se situent sur le territoire de la Commune de Riom : une aire d'accueil, la bibliothèque, les musées, la piscine, le Centre régional de Tir à l'Arc, la mairie annexe (accès et troisième étage), la halle, la tour de l'horloge, l'office de tourisme, les logements temporaires et d'urgence.

2011

La Commission est informée de l'état d'avancement de la mise en accessibilité des établissements recevant du public situés sur le territoire rimois, publics ou privés. Cf. annexe 3 en fin de rapport.

Les travaux d'accessibilité ont débuté dès l'été 2011, afin qu'une élève handicapée moteur puisse suivre sa scolarité à l'école élémentaire René CASSIN. Les travaux réalisés par les régies communales ont porté sur la création d'un WC handicapé dans un bloc de sanitaires existants et la réalisation de cheminements extérieurs depuis l'espace public et dans la cour. Le montant H.T des prestations engagées par la ville s'élève à :

Travaux d'aménagements extérieurs : 14 936.63 € ;
Travaux de bâtiment : 2 661.67 €.

L'école élémentaire du groupe scolaire René CASSIN est donc désormais accessible pour le handicap moteur.

2012

Les travaux de mise en accessibilité ont prioritairement concerné trois secteurs :

- Les groupes scolaires avec la cour de P. Brossolette maternelle et élémentaire, réalisée en régie municipale, les sanitaires de P. Brossolette maternelle et les Salles polyvalentes à Jean Rostand et à P. Brossolette ;
- Les bâtiments à usage culturel, avec la création d'une rampe d'accès au près bas de l'Eglise du Marthuret en cours de travaux ;
- Les bâtiments à usage culturel et associatif avec la rénovation complète de la salle Dumoulin, qui a permis de rendre ce bâtiment accessible tant dans les équipements situés en rez de chaussée que pour l'étage, qu'il soit public (mezzanine) ou privatif (loges) puisqu'il est doté de deux ascenseurs.

Cf. annexe 2

2013

Les travaux de mise en accessibilité des bâtiments municipaux se sont poursuivis, dans les groupes scolaires, en continuité de la priorité définie les années précédentes :

- Réfection complète des sanitaires de l'école Jean Rostand maternelle : 30 000 euros TTC,
- Extension de l'école Pierre Brossolette : classe supplémentaire en bâtiment modulaire accessible pour 200 000 euros TTC

Cf. annexe 2

La Commune a pu faire un nouvel état de la mise en accessibilité des ERP non communaux, publics, présents sur son territoire.

Cf. annexe 3

2014

Les travaux de mise en accessibilité des bâtiments municipaux se sont poursuivis, en continuité de la priorité définie les années précédentes :

- Aménagement de l'ensemble des escaliers des groupes scolaires avec dispositif contrasté des contre marches et nez de marches pour un cout total de 5185 € TTC,
- Signalisation de l'ensemble des obstacles des groupes scolaires avec dispositif contrasté des poteaux pour un cout total d'environ 1 000 € TTC,
- Mise aux normes des équipements sanitaires (remplacement et mise à hauteur) sur le groupe scolaire R. Cassin pour un cout total d'environ 4 500 € TTC. Travaux en cours,
- Gymnase du Parc des Fêtes: mise en accessibilité des sanitaires publiques et du stationnement pour des couts respectifs de 13 708 € TTC et 8 289 € TTC,
- Réfection complète de l'espace convivialité et des sanitaires-vestiaires des artistes à la salle des Abattoirs pour un cout total de 42 273 € TTC

Par ailleurs, la commune, à procéder à la construction d'un nouveau bâtiment des Archives pour un coût travaux total d'environ 1 487 000 € TTC (Bâtiment neuf répondant à l'ensemble des normes en vigueur).

La Commune a pu faire un nouvel état de la mise en accessibilité des ERP non communaux, publics, présents sur son territoire. Cf. annexes 3 et tableau Excel joint.

En 2015, la commune révisera les diagnostics accessibilité de son patrimoine ERP suite aux évolutions réglementaires et déposera ses agendas d'accessibilité programmée.

5 Logement

a. Etat d'avancement – Documents d'accessibilité

2011

Un dispositif dématérialisé, validé par la Commission, visant au recensement de l'offre de logements accessibles a été élaboré, à partir du retour sur expérience présenté par la Délégation ministérielle à l'accessibilité.

L'objectif poursuivi par le recensement est de fournir à la collectivité et à la CCAPH des outils à vocation décisionnelle relatifs au contexte territorial de l'offre de logement, à l'identification des priorités dans la chaîne de déplacement, sur le développement de l'offre locative adaptée.

Le recensement sera effectué auprès des bailleurs sociaux, très présents à Riom, interlocuteurs classiques des personnes porteuses de handicap et bailleurs disposant de moyens d'investissement pouvant répondre à ce type de besoins.

b. Eléments de suivi et difficultés rencontrées

2011

Le recensement devrait entrer en phase opérationnelle en 2012, à partir d'un lien consacré aux travaux de la CCAPH (onglet social/santé/handicap) sur le site internet de la ville.

2012

Sur le site internet de la ville, un espace a effectivement été créé, permettant l'accès aux informations principales de la Commission et à l'espace de recensement. Un courrier et les codes d'accès ont été envoyés aux bailleurs sociaux intervenant sur le territoire communal.

La Commune a donc lancé le recensement.

2013

Le bilan réalisé pour 2012 de la quatrième année d'exécution du Plan Local de l'Habitat (PLH) 2009-2014 piloté par Riom Communauté précise que l'objectif de 40 logements locatifs sociaux accessibles est réalisé à 57,5 %. Selon ce décompte, 23 logements sont accessibles aux personnes à mobilité réduite (source : Bilan PLH II – 2012, p. 15 – site internet de Riom Communauté (<http://www.riom-communauté.fr>))

2014

Le bilan des 6 années du PLH de Riom Communauté fait apparaître que l'objectif de réalisation de 40 logements locatifs sociaux accessibles sur le territoire est réalisé à 102.5 % (source Riom Communauté / Service Habitat) ; 41 logements locatifs sociaux accessibles ayant été programmés.

6. Sensibilisation

2011

La commission observe que la sensibilisation au respect du handicap est une démarche du quotidien. Elle encourage les actions portées par la ville en termes de formation de ses agents et de sensibilisation du grand public et des usagers du domaine public (passants, conducteurs, commerçants).

La Commission souhaite attirer l'attention des usagers des espaces publics sur deux points :

- les seuls utilisateurs autorisés de la place réservée sont les titulaires de la Carte européenne de stationnement (qui remplace le macaron GIC-GIG depuis le 1^{er} janvier 2000), délivrée par la Maison départementale des personnes handicapées ;

- les contrevenants s'exposent à des sanctions sévères : le stationnement est qualifié de gênant, puni par la contravention de 4^{ème} catégorie :
 - ▶ le montant maximal de cette amende est de 750 euros ;
 - ▶ l'action pénale est éteinte si le contrevenant paie l'amende forfaitaire (135 euros) dans un délai de 45 jours ;
 - ▶ si les agents de police demandent au contrevenant de mettre fin au stationnement gênant et si le contrevenant refuse ou est absent, il peut être décidé d'immobiliser et de mettre en fourrière le véhicule.

2012

La Commission est informée que les actions de sensibilisation se poursuivent auprès des usagers de la voirie et des espaces publics.

En outre, les services présents en Mairie centrale ont fait l'objet d'un diagnostic de la qualité de l'accueil par AFNOR, incluant un volet accessibilité et qui permet de définir des pistes d'amélioration.

Pour rappel :

CCAPH : Commission communale d'accessibilité des personnes handicapées

ERP : Etablissement recevant du public

PAVE : plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics

PDU : Plan de déplacement urbain

SDAT : Schéma directeur d'accessibilité des transports

Annexe 1 : Voiries et espaces publics communaux :

		En cours	réalisé	Coût (euros, TTC)		Aides et subventions	dérogations
				Prévisionnel	réel		
Conception du PAVE	Constat de l'existant	-	X	0			
	Priorisation des travaux	-	X	0			
	Programme pluriannuel d'investissement	X	X	50 000			
	Rédaction d'un PAVE	X	ND	ND	ND	ND	ND
	Indicateurs du PAVE						
Réalisation hors PAVE en programme pluriannuel d'investissement : 50 000 euros annuels							
Réalisation n 2010	Arrêts de bus	X	1	7 849,95			Non
	Surbaissés de trottoirs		X	NR			Non
	Montant 2010			50 000	85 369*		
Réalisation 2011	Arrêts de bus		6				Non
	Surbaissés de trottoirs	X	80				Non
	Bandes d'éveil à la vigilance	X	NR				Non
	Montant 2011			50 000	53 108		
Réalisation 2012	Arrêts de bus		1				Non
	Surbaissés de trottoirs	X	25				Non
	Bandes d'éveil à la vigilance	X	300				Non
	Equipement sonore des carrefours		3				Non
	Montant 2012			50 000	44 753**		
Réalisation 2013	Arrêts de bus		7				Non
	Surbaissés de trottoirs		X				Non
	Bandes d'éveil à la vigilance		X				Non
	Equipement sonore des carrefours		48				Non
	Montant 2013			50 000	72 013		

Réalisation 2014	Arrêts de bus		4				Non
	Surbaissés de trottoirs	X					Non
	Bandes d'éveil à la vigilance	X					Non
	Equipement sonore des carrefours		75				Non
	Montant 2014			50 000***			

* Le réalisé inclut des reports de paiement de travaux réalisés en 2009 sur cette ligne « travaux de sécurité et d'accessibilité » dont la vocation a été orientée en 2010 sur la mise en accessibilité.

** Le montant de 44 753 euros comprend les crédits consommés directement sur cette ligne en paiement direct pour 19 310 euros (8 612,96 euros pour le quai bus et 10 700 euros pour les surbaissés de trottoirs de l'avenue du Stade), le reste ayant été transféré sur d'autres opérations dont les coûts d'accessibilité ont été inclus dans les montants globaux d'opération. Ce montant comprend donc également : 13 443,87 euros d'achat et de pose de bandes d'éveil à la vigilance et 12 000 euros d'achat et d'installation de signaux sonores aux carrefours à feux.

*** Le montant de 50 000 € TTC constitue la ligne de crédit dédiée aux travaux spécifiques d'accessibilité réalisés par les entreprises. Ce montant n'inclut pas les travaux réalisés en régie et ceux compris dans des opérations complètes de requalification.

ND : non définis

NR : non renseigné

Annexe 2 : Constat de l'existant sur les ERP communaux :

	Nombre	Diagnostic de l'état d'accessibilité	Programme de mise en accessibilité	Travaux	Coût (euros, HT)		Aides et subventions	dérogations
					Prévision totale	réel		
bâtiments scolaires, enfance et jeunesse	9	réalisé	NR	2011	302 404	17 598,30	NR	NR
				2012		26 181,33		
				2013		30 000,00***		
				2014		10 685,00		
bâtiments à usage sportif (gymnases et parcs sportifs)	10	réalisé	NR	2014	319 138	21 997,00	NR	NR
bâtiments à usages culturels et associatifs	11	réalisé	NR	2012	330 891	NR*	NR	NR
				2014		42 273,00		
bâtiments à usage culturel	2	réalisé	NR	NR	13 415	NR**	NR	NR
bâtiments à usage de services généraux (Mairie, Mairie annexe)	2	réalisé	NR	2014	58 762	NR****	NR	NR
Autres	6	réalisé	NR	NR	145 918	NR	NR	NR
Total Prévisionnel	40	/			1 170 528			
Total Réalisé		13 612				148 734,63		

NR : non renseigné

* La mise en accessibilité de la salle Dumoulin n'avait pas été inventoriée au diagnostic puisque sa rénovation complète avec mise en accessibilité était déjà en cours.

** Création de la rampe d'accès au près bas de l'Eglise du Marthuret : travaux en cours pour un montant prévisionnel de 122 737,10 euros avec report de paiement en 2013.

*** L'extension du Groupe scolaire Brossolette n'était pas prévue au diagnostic.

**** La mise en accessibilité des Archives Municipales n'avait pas été inventoriée au diagnostic puisque la construction neuve était déjà programmée.

Annexe 3 : Constat de l'existant sur le territoire communal :

		Nombre	Diagnostic de l'état d'accessibilité	Programmation de mise en accessibilité	travaux	Coût (euros)		dérogations
						Prévisionnel (HT)	Réel (TTC)	
ERP communaux		40	Réalisé en 2012- mise à jour suite à évolutions réglementaires en 2015	ND	NR	1 170 528	148 734.63	NR
ERP publics non communaux	Autres collectivités locales	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
	Conseil régional	3 *	réalisé	PPI	NR	NR	NR	NR
	Conseil général	6 **	réalisé	oui	en cours	NR	NR	NR
	Riom Communauté	16 ***	réalisé	oui	En cours	NR	NR	NR
	Autres EPCI	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
	Total	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
ERP privés		NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR

* : Lycées Virlogeux et Marie Laurencin. Lycée Pierre-Joël Bonté : les règles d'accessibilité ont été intégrées lors de la construction.

** : Collèges n'ayant pas fait l'objet de travaux de reconstruction ou de restructuration (Michel de l'Hospital et Jean Vilar), Centre d'Information et d'Orientation, Centre local d'information et de coordination, circonscription médico-sociale. Le collège Pierre Mendès-France a été réhabilité pour la rentrée 2010.

Juin 2011 : adoption du plan de mise en accessibilité des collèges publics. Coût prévisionnel de 9 millions d'euros dont 183 300 euros pour le collège Michel de l'Hospital et 128 400 euros pour le collège Jean Vilar.

2012 : sélection des équipes de conception pour la mise en accessibilité des collèges publics pour un coût de 10 millions d'euros.

Les autres bâtiments sont des ERP de 5^{ème} catégorie dont les travaux font l'objet d'un programme pluriannuel 2011-2015.

2013 : Collège Pierre Mendès France : attestation d'accessibilité fournie à la CCAPH de la commune de RIOM

*** : halle, bibliothèque, piscine, les trois musées, centre régional de tir à l'arc, mairie annexe (accès et 3^e étage), office de tourisme, tour de l'horloge, les trois aires d'accueil des gens du voyage, les deux multiples ruraux, les logements temporaires et d'urgence. En 2014, la Halle a fait l'objet d'une rénovation complète avec mise en accessibilité pour un montant de 2 622 000 € TTC. En 2015, la piscine sera entièrement rénovée et rendue accessible.